





**« OCCIDENT COLLECTIF, SUD GLOBAL : QU'EST-CE À DIRE ? »**



## Sommaire

### *Accueil*

par Marie-Françoise Bechtel,  
Présidente de la Fondation Res Publica ..... 7

« *Comment « Occident » et « Sud global » sont devenus des éléments de langage en relations internationales...* »

par Bertrand Badie,  
Docteur et agrégé en science politique, professeur émérite des universités à Sciences Po, auteur, notamment, de *Pour une approche subjective des relations internationales* (Odile Jacob, 2023)..... 9

« *Sommes-nous condamnés à la coupure « The West versus the Rest » ? »*

par Pascal Boniface,  
Docteur en droit public, fondateur et directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), directeur de *La Revue internationale et stratégique* et de *L'Année stratégique*, auteur, notamment, de *Guerre en Ukraine, l'onde de choc géopolitique* (Eyrolles, 2023)..... 18

« *Un face-à-face qui n'en est pas tout à fait un »*

par Jean De Gliniasty,  
Ancien ambassadeur de France à Moscou (2009-2013), directeur de recherche à l'Iris, auteur, notamment, de *La Russie, un nouvel échiquier* (Eyrolles, 2022) et de *France, une diplomatie déboussolée* (L'inventaire, 2024)..... 27

*Débat* ..... 31



Mesdames, Messieurs,  
Monsieur le Président fondateur,  
Messieurs les intervenants,  
Chers amis,

Nous sommes heureux de vous voir nombreux ce soir.

Occident collectif et Sud global : qu'est-ce à dire ? Ce colloque se comprend comme le premier volet de deux. Le second colloque, qui aura lieu le 21 mars prochain, sera consacré à ce que pourrait être une politique étrangère pour la France aujourd'hui. Mais nous n'avons pas cru pouvoir aborder ce sujet lourd sans avoir auparavant largement déblayé le terrain et sans nous être situés par rapport à un contexte dont tout le monde voit bien qu'il nécessite d'être interrogé.

Nous chercherons donc aujourd'hui à interpellier deux notions qui se sont imposées depuis quelques années – je laisserai aux intervenants le soin d'en analyser l'origine et le succès – et apparaissent maintenant de manière récurrente : dans la presse, dans les médias, sur les réseaux sociaux, dans les discours diplomatiques, il n'est question que d'« Occident collectif » et de « Sud global ».

L'origine de ces deux notions est sans doute inséparable de leur succès. Mais de quoi au juste sont-elles porteuses ? Qu'y a-t-il de pertinent – et jusqu'à quel point – dans ce qu'elles suggèrent aujourd'hui de l'ordre du monde ?

Très sommairement, il semble que nous soyons passés du monde bipolaire, celui des blocs – que beaucoup d'entre nous ont connu – dans lequel, y compris avec les non-alignés, une forme d'ordre des grandes entités se manifestait, au monde unipolaire qui a été marqué pendant quelques années par le triomphe de la mondialisation économique et de ce que Hubert Védrine a nommé « l'hyperpuissance américaine ». Je n'aurai garde entre les deux d'oublier le dialogue Nord-Sud qui a eu lui aussi sa fortune et posait directement la question du développement. On pense par exemple aux accords de Lomé en 1975.

Et nous voilà aujourd’hui non plus dans un monde bipolaire finalement ordonné mais dans un monde unipolaire éclaté, un monde fragmenté, à propos duquel je ne mentionnerai dans ce propos liminaire que quelques éléments frappants :

D’abord le lien qu’entretient cet éclatement d’un ordre ancien avec les prémices d’une mise en cause ou d’une relativisation de l’ordre économique qui a régné jusqu’ici. Selon l’essayiste américain Fareed Zakaria, la mondialisation économique arriverait à son terme et ne serait pas pour rien dans la nouvelle vision de l’ordre du monde qui se profile aujourd’hui. Nous ne parlerons pas beaucoup d’économie aujourd’hui, c’est la raison pour laquelle je mentionne cette idée intéressante selon laquelle depuis l’appropriation par Trump du néoprotectionnisme – que le mandat de Joe Biden n’a pas démenti et qui risque de durer quel que soit le président élu – nous sommes, comme par hasard, arrivés à une fragmentation du monde. Cela donc à partir du moment où l’ordre économique lui-même semble s’éloigner de la globalisation supposée parfaite et totale.

Deuxième constat, c’est à partir de la guerre d’Ukraine que surgit ce double concept d’Occident collectif et de Sud global. On notera que la polarisation n’est pas symétrique, l’Occident ne s’opposant pas plus au Sud que le Sud ne s’oppose à l’Occident, du moins en termes géographiques. De même, le « collectif », traduction du russe, n’est pas du tout la même adjectivation de l’entité que le « global ». Le « collectif » suppose la cohérence, la solidarité, c’est un terme quasiment sportif (ce n’est pas Pascal Boniface, fin connaisseur de la « géopolitique sportive », qui me démentira) tandis que le « Sud global » ramasse tout. On y met un certain nombre de pays, des réalités hétérogènes. Le « global » et le « collectif » ce n’est donc pas du tout la même chose. Il y a déjà un soupçon sémantique à avoir devant la fausse symétrie, me semble-t-il, de ces deux notions.

C’est cette cohérence que nous essaierons d’interroger avec nos intervenants.

Nous entendrons d’abord l’intervention de Bertrand Badie, professeur émérite des universités à Sciences Po, auteur, notamment, de *Pour une approche subjective des relations internationales* (Odile Jacob, 2023) qui a fait récemment l’objet d’une note sur le site de la Fondation Res Publica<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> « *La France est-elle finie ?* », Note de lecture de l’ouvrage de Bertrand Badie, *Pour une approche subjective des relations internationales* (Odile Jacob, 2023), par Lucas Lusseau.

Il sera suivi de Pascal Boniface, docteur en droit public, fondateur et directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), directeur de *La Revue internationale et stratégique* et de *L'Année stratégique*, auteur, notamment, de *Guerre en Ukraine, l'onde de choc géopolitique* (Eyrolles, 2023).

Pour finir nous entendrons notre ami Jean De Gliniasty, ancien ambassadeur de France à Moscou (2009-2013), directeur de recherche à l'Iris, auteur, notamment, de *La Russie, un nouvel échiquier* (Eyrolles, 2022) et de *France, une diplomatie déboussolée* (L'inventaire, 2024).

Je vais donc pour commencer donner la parole à Bertrand Badie qui, en développant les principales analyses de son dernier ouvrage, nous exposera l'origine de ces concepts assez nouveaux que sont « l'Occident collectif » et « le Sud global », les raisons pour lesquelles ils semblent aujourd'hui s'imposer, appliqués notamment à la guerre d'Ukraine et combien ils sont inadaptés pour demain à la réalité nouvelle, qu'il appelle joliment « l'union libre des diplomaties », qui est pour lui la réalité actuelle de l'état du monde.

BERTRAND BADIE
----------------

***Comment « Occident » et « Sud global » sont devenus des éléments de langage en relations internationales...***

Merci beaucoup, Madame la présidente.

Merci de m'avoir invité à ce colloque sur un sujet important, et même intrigant, plus qu'important.

Je vais tenter de mobiliser un certain nombre d'orientations pour apporter une réponse à la question complexe que vous posiez sur le sens même de ces deux termes.

Dans ce métier des relations internationales, il faut se méfier des concepts. En effet, ceux-ci bougent, changent. On les croit éternels mais ils sont précaires car ils dépendent d'un contexte qui ne cesse de changer. C'est la raison pour laquelle je me méfie beaucoup de cette vulgate du « retour » que l'on entend très couramment : « retour » de la guerre, « retour » de la nation, « retour » de l'État, « retour » de la puissance. « J'attendrai toujours ton retour ... », chantèrent Rina

Ketty, Joséphine Baker puis Dalida. C'est un peu l'air qui accompagne en ce moment la rhétorique internationale. Or, il ne peut pas y avoir de retour. L'histoire n'offre pas d'aller et retour. Elle n'offre que des allers simples. La guerre d'aujourd'hui n'a rien à voir avec la guerre d'hier et ceux de ma génération savent que le concept de guerre froide n'est pas du tout applicable au contexte international que nous connaissons aujourd'hui.

C'est la raison pour laquelle – vous m'avez fait l'honneur de citer mon dernier livre sur l'approche subjective des relations internationales<sup>2</sup> – je pense qu'il est très important non pas de figer les mots, ni les cartes d'ailleurs, dans un lexique éternel mais qu'il s'agit, de manière incessante, de reprendre le vocabulaire des relations internationales pour voir le sens évolutif que les acteurs donnent aux mots qu'ils emploient. Non seulement le sens évolue – lorsqu'on parle de l'Occident aujourd'hui ça n'a rien à voir avec le sens qu'on lui donnait il y a quelques années, *a fortiori* quelques décennies – mais les sens se chevauchent, s'entrecroisent. Nous vivons dans une mondialisation où, contrairement à ce qu'on a connu à l'époque du système westphalien, les relations internationales sont faites d'une imbrication de sens différents : les deux mots qui nous retiennent ce soir n'ont déjà pas le même sens lorsqu'ils sont prononcés à Paris, à Ouagadougou, à Pretoria, à Caracas, à Washington ou à Moscou.

Il faut toujours avoir cela en tête, c'est un des grands problèmes de l'analyse des relations internationales que d'avoir à gérer ce conflit de sens permanent.

La notion d'Occident a une très vieille histoire qui s'incarne dans chaque séquence de manière sémantiquement différente, accumulant les sens et les mettant parfois en conflit les uns avec les autres. Toute l'énigme est de savoir quelle est la résultante de cette cacophonie de sens qui caractérise l'ordinaire de nos relations internationales.

L'idée d'Occident apparaît dès le III<sup>ème</sup> siècle pour distinguer entre l'Empire romain d'Occident et l'Empire romain d'Orient. Mais à l'époque le sens était uniquement administratif. La tétrarchie avait été inventée dans le seul but d'assurer la bonne gestion administrative d'un empire trop grand. Sous Dioclétien – c'est là que tout a commencé – parler l'Orient ou d'Occident c'était distinguer des espaces de gestion administrative, rien d'autre.

---

<sup>2</sup> Bertrand Badie, *Pour une approche subjective des relations internationales*, Paris, Odile Jacob, 2023.

Mais peu à peu cette notion administrative a dessiné des espaces pérennes. Lorsque l'empereur Théodose partage officiellement l'Empire entre deux de ses fils (Arcadius pour l'Occident et Honorius pour l'Orient), commencent à se former deux mondes réellement compétitifs. Nous ne sommes alors qu'au IV<sup>ème</sup> siècle. Il est intéressant de voir comment une logique administrative devient ainsi peu à peu génératrice de sens différenciés.

Cette coupure qui s'officialise et s'institutionnalise du temps de Théodose va nous amener au fil des temps vers le grand schisme du XI<sup>ème</sup> siècle. Il s'agit désormais de deux mondes dont on voit naître les oppositions qui ne cesseront de peser sur les logiques internationales en formation et qui ne vont plus jamais s'estomper. C'est une étape fondatrice. En effet le grand schisme va ajouter une dimension religieuse au découpage politique. Or souvent le religieux n'est là que pour institutionnaliser le non-dit. Si deux religions distinctes apparaissent à partir du XI<sup>ème</sup> siècle c'est parce que l'on commence à inscrire dans la perception du monde qu'il s'agit bien de deux espaces sémantiquement différents. Mais comme vous l'avez très bien dit, le Sud n'existe pas à l'époque : Il s'agit alors de l'Occident face à l'Orient, l'un et l'autre appartenant au Nord.

Le troisième moment dans la gestation de l'idée internationale d'Occident est celui où cet Occident a « inventé », au sens fort du terme, le premier système international comme mode d'articulation des États entre eux et lui a donné sa marque. Nous sommes dans le contexte de la Renaissance et se profilent à l'horizon les Bodin, Grotius, Hobbes, tous ceux qui vont fonder le système westphalien. L'Occident prend soudain un sens nouveau, celui d'une *verticalité*, dont il ne saura ni ne voudra jamais se défaire. L'invention de l'État-nation est en effet l'invention d'un centre du système international, l'Occident s'élevant en centre du monde et se légitimant à travers la construction d'une philosophie des Lumières, une philosophie de la raison, unique et pour cela *supérieure* aux autres pensées. Raison qui vient légitimer la raison universelle et l'État-nation comme forme achevée de l'organisation politique des sociétés, plaçant du même coup cet espace occidental au-dessus des autres.

La verticalité devient à ce moment-là l'un des éléments clés de l'autodéfinition de l'Occident qui se perçoit hiérarchiquement par rapport au reste du monde. C'est à ce moment que commence à apparaître l'idée des *terrae incognitae* qui, très vite, vont devenir les périphéries, voire le tiers-monde, c'est-à-dire le tiers état du monde. Le paroxysme de la verticalité est le XIX<sup>ème</sup> siècle lorsque Jules Ferry parle des « races supérieures » qui ont « *le devoir de civiliser les races*

*inférieures*». L'Occident s'auto-désigne comme la race supérieure, c'est un élément dont il va être difficile de se débarrasser.

La dernière étape nous est presque contemporaine, c'est au lendemain de la Seconde guerre mondiale, quand, à ce sens administratif puis théologique puis philosophique vient s'ajouter un sens politique : à partir de 1947, l'Occident est ce qui s'oppose au système soviétique et aux systèmes totalitaires. L'Occident reste donc dans la continuité de l'opposition Ouest-Est mais lui donne désormais un contenu de compétition entre les régimes politiques, ce qui amène la philosophie politique de la guerre froide – notamment Raymond Aron – à penser la nature du régime politique comme l'un des grands déterminants de la construction du système international. On entre dans la lutte entre le « bien » et le « mal ».

Pour comprendre l'idée d'Occident le premier élément me semble être ainsi l'autodésignation. Si « l'Occident collectif » nous est renvoyé à la figure de l'extérieur, la notion d'Occident a d'abord mûri pendant des siècles à l'intérieur de l'espace occidental. Nous avons affaire à une logique d'autodésignation qui va l'emporter – et de beaucoup – sur les autres figures de désignation des acteurs des relations internationales. Quand on est dans une logique d'autodésignation il est extrêmement difficile de se départir de l'héritage subjectif et valorisant qui en découle. On continue à accumuler les paramètres religieux, philosophique et politique pour s'auto-désigner et, sans même en avoir conscience, on franchit le pas pour apparaître comme une civilisation, pis encore, comme *la* civilisation.

Le Sud face à cela, renvoie à une construction beaucoup plus compliquée. D'abord le Sud n'est pas une autodésignation, contrairement à l'Occident, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu appropriation *a posteriori*.

La notion de *Global South* a été inventée par un auteur assez peu connu, Carl Oglesby, sorte d'étudiant gauchiste, soixante-huitard version américaine qui, sur la base de ce démarrage politico-philosophique, avait publié un certain nombre de petits essais, d'articles, qui n'ont pas eu sur le moment énormément d'impact mais qui visaient juste. Oglesby rédige à la fin des années soixante un papier dans lequel apparaît pour la première fois l'idée de *Global South* alors que les Américains sont défaits au Vietnam ou sur le point de l'être. La notion de *Global*

*South* vient donc d'un Occidental qui découvre le péril qui menace sa propre puissance.

N'ayant jamais cru dans le concept d'« hyperpuissance » mais ayant toujours milité pour « l'impuissance de la puissance », au point d'en faire un livre<sup>3</sup>, je pense que cette découverte de la fin des années soixante était extrêmement significative. Oglesby, en inventant le concept de « Sud global », a été le premier à tirer les leçons d'abord de la décolonisation et, au-delà de la décolonisation, des interventions des puissances du Nord dans les pays du Sud où elles ont en fait toujours été battues. Il ne faut quand même pas oublier que nous avons vécu dans l'intervalle 1947-1962 (début de la décolonisation et fin de l'essentiel de la décolonisation) un phénomène inconnu depuis Adam et Ève : le faible qui bat le fort et qui le bat systématiquement. Oglesby y a vu un mouvement, en gestation dans notre système international, venant de la profondeur de pays qui avaient jusque-là une vocation interminable de soumis, de dominés, d'impuissants, d'incapables.

Oglesby parle peu d'économie. Ce qui l'intéresse est cette défaite politique. Mais au moment où il parle, on commence à découvrir le concept de pays émergents. Le phénomène des émergents a été le deuxième défi après la décolonisation. Non seulement les puissances coloniales ne peuvent pas tenir leur rôle politique, administratif et coercitif dans le Sud, mais les économies du Nord ou de l'Ouest ne sont plus les économies dominantes. Dès les années 70, apparaissent les quatre Dragons asiatiques (Corée du Sud, Taïwan, Hongkong et Singapour) tandis que les Jaguars latino-américains (Mexique, Chili, Colombie, Argentine) commencent à tout bouleverser.

Cette notion d'émergence va se greffer sur la notion première de *Global South* et, très vite, cette notion aura une face politique et une autre économique. Cette économisation du concept est davantage imputable à Goldman Sachs : le mot de Sud global acquiert alors un sens plein.

À partir du moment où cette notion va être inventée elle ne va cesser de se désincarner et de se réincarner, selon la logique de l'avatar.

Le premier avatar du *Global South* précède le concept, c'est Bandung, en avril 1955. Personne ne parlait alors de *Global South*. On parlait d'afro-asiatisme, ce qui est quelque chose de tout à fait différent. D'autant que l'expression d'afro-

---

<sup>3</sup> Bertrand Badie, *L'Impuissance de la puissance : essai sur les incertitudes et les espoirs des nouvelles relations internationales*, Paris, Fayard, 2004.

asiatisme était une amabilité des Asiatiques envers les Africains. En effet, parmi les quatre parrains, à savoir Nehru l'Indien, Muhammad Ali Bogra le Pakistanais, John Kotelawala le Sri-Lankais et l'Indonésien Sukarno, il n'y avait pas d'Africains. Le seul Africain qui commençait à s'imposer, outre Nasser, était Nkrumah mais il était finalement marginalisé. On a en fait inventé l'idée d'afro-asiatisme pour désigner un asiatisme qui se pensait de deux façons :

D'abord en privilégiant l'idée selon laquelle le prix de la décolonisation ne devait pas être la soumission à l'un des deux blocs dont vous parliez (je ne parlerai pas de non-alignement, un terme qui nous égare). C'est une revendication d'émancipation, comme une deuxième décolonisation en quelque sorte. Le grand homme de l'affaire, qui l'emportera sur tous les autres, était Zhou Enlai qui avait alors convaincu Mao que se détacher de l'Est, s'engager comme *leader* afro-asiatique (pas du Sud), était beaucoup plus bénéfique pour la Chine que de rester le lieutenant de l'empire soviétique.

Finalement Bandung a été un échec parce que ce « non-alignement » souhaité n'a précisément jamais fonctionné. Les héros de Bandung ont dû tous s'aligner, implicitement mais réellement, l'Inde derrière l'URSS, le Pakistan derrière la Chine et les États-Unis, l'Indonésie de Sukarno derrière l'URSS, etc.

La deuxième incarnation de l'idée de Sud, qui n'a toujours pas son nom, se retrouve dans les deux conférences qui, à Alger en 1967 et 1973, vont revendiquer un *nouvel ordre économique international*. Le mot existait déjà mais personne ne l'employait. Lors de ces conférences, on a plus ou moins ratifié l'idée de ce qui est le vrai Sud : un G77, un groupe de 77 États du Sud qui dans le cadre de la CNUCED se regroupent pour faire bloc face au Nord qui voulait gérer à lui seul la mondialisation naissante. C'était le seul moyen qui restait sur l'échiquier international de l'époque pour se distinguer des deux grands parrains qui continuaient à maintenir leur tutelle depuis le Nord. Et c'est la raison pour laquelle cette revendication d'un nouvel ordre économique et ce groupe des 77 vont être tellement importants, incarnations protestataires d'un Sud dont on ignore encore le nom. Les 77 sont aujourd'hui 134. Ils incluent la Chine.

Ce combat économique, d'un certain point de vue réussi, va se transformer peu à peu en combat politique : nous sommes indépendants, nous sommes souverains, nous voulons donc participer à la gouvernance du monde.

L'échec, non pas de l'Occident mais du Nord à l'époque, a été de dire que la décolonisation ne devait pas déboucher sur la co-gouvernance du monde. C'est dans ce contexte-là (1975) qu'a été créé le G7 pour faire du « minilatéralisme »

l'instrument de reprise en main d'un système international où ces « nouveaux riches », ces « parvenus », ces gens « mal élevés » n'ont absolument rien à faire.

De cet échec à co-gouverner le monde, va naître une *diplomatie de contestation*, nouveau dénominateur commun de ce Sud : vous ne voulez pas que nous co-gouvernions le monde, eh bien nous allons contester votre façon de le diriger !

Cette diplomatie de contestation, jusque-là pratiquement inconnue, va prendre plusieurs formes qui vont renforcer encore la nature subjective de cette idée de Sud.

L'ultime étape est évidemment 1989-1991 quand la chute du Mur, la disparition de la bipolarité, vont rompre les digues qui séparaient ce que l'on appelait le tiers-monde du reste du monde.

À partir de là, ce Sud apparaît enfin pour ce qu'il est, l'expression de la diversité culturelle de l'espace mondial. On casse le système westphalien, fondamentalement monoculturel, et on fait entrer tout le monde sur la scène. C'est un premier élément.

Deuxième élément, la logique des parrainages de la bipolarité ne fonctionnant plus, il apparaît donc une fluidité inédite du système international qui va faire l'autre face de ce Sud qui se découvre à lui-même : la capacité de mener les diplomaties en dehors de tout système d'alliance. La notion d'alliance est en effet intimement liée à l'histoire occidentale. Jamais, en 4000 ans d'histoire chinoise, la notion d'alliance n'a structuré la politique étrangère de cet empire. Elle ne se retrouve pas non plus dans les autres histoires. On passe donc de l'alliance comme structure « matrimoniale institutionnalisée » à « l'union libre diplomatique » où on se définit en fonction des opportunités, et des aubaines : on « passe une soirée » avec Vladimir Poutine, une autre avec Erdogan, une troisième avec Netanyahu, une quatrième avec Khamenei... vous avez reconnu Mohamed ben Salman ! Nous qui traduisons tout en termes d'alliances ou en termes schmittiens d'amis/ennemis, nous ne comprenons pas l'extraordinaire subtilité et agilité de cette très grande fluidité.

Tout cela pour montrer qu'il s'agit là d'un nouveau style qui se défie des alliances, qui se défait des alliances, qui crée dans le jeu diplomatique mondial un mouvement brownien que nous, avec notre histoire, avec notre système cognitif, ne parvenons pas à comprendre et à interpréter. « De toute façon, l'Arabie saoudite ce sont des sunnites face à des chiites iraniens, ils se détestent »,

tentons-nous désespérément d'affirmer. Ce n'est pas vrai ! « De toute façon ils vont signer un accord d'Abraham avec Israël ! ». Peut-être oui, peut-être non ... « De toute façon MBS ne s'entend pas avec Erdogan ». Peut-être oui, peut-être non ... « Et puis de toute façon il ne peut pas s'entendre avec Poutine » ... Si ! Sur la question pétrolière, ils s'entendent très bien. C'est tout à fait symptomatique de ce Sud qui se construit lui-même de façon totalement pragmatique, sans modèle *a priori*.

Malheureusement, quelqu'un a compris cela : Poutine a été un piètre stratège militaire, mais un diplomate subtil qui a réussi à transformer de la sorte ses défaites militaires en victoires diplomatiques. Et à se tourner vers le Sud, en arguant : « je suis comme vous, je suis victime de l'hégémonie occidentale » !

Je n'ai pas voulu vous parler des BRICS dont on exagère l'importance. Les BRICS ce n'est pas le Sud. C'est au contraire ce virus de l'union libre qui pénètre dans les strates des diplomaties du Nord, – en fait du Nord-Est – et qui constitue un vrai péril. « Rattrapons le train du Sud pour isoler cette URSS qui nous méprise », avait imaginé Chou En Lai. Qui dit que Poutine ne va pas dire : « Prenons le train du Sud pour contourner l'Occident et le battre » ? C'est toute la question.

La grande difficulté c'est qu'aucun idéologue, aucun intellectuel, aucun théoricien, n'a jamais plaidé ni milité pour l'invention de cette notion de Sud global ni pour théoriser un Sud global. L'asiatisme avait mobilisé quantité de théoriciens, Lee Kwan Yew, Mahatir : tout le monde y succombait, même au Japon au lendemain de la Première Guerre mondiale. Sun Yat-Sen lui-même se précipitait pour participer à ces conférences panasiatiques. Le « Sudisme » n'a pas son pareil : il faut comprendre, me semble-t-il, si on veut tirer parti de ce concept et lui donner un sens, qu'il se construit pragmatiquement, empiriquement, à la faveur des opportunités. Par un effet agrégatif de volontés, de stratégies très différentes, on retrouve peu à peu un dénominateur commun qui fonde la notion.

Une première strate culturelle regroupe cependant tous les pays du Sud, y compris la Chine, qui, malgré des écarts énormes, se retrouvent sur un point : ils ont tous été des exclus et des humiliés. Ce dénominateur commun fonde de facto l'idée du Sud et lui donne un sens auprès des populations concernées, quelles qu'elles soient : nous sommes tous d'anciens exclus et d'anciens humiliés. À

Pékin, le souvenir du sac du Palais d'Été (18 octobre 1860) est aussi intact que le souvenir de la colonisation en Afrique.

C'est l'une des deux dimensions subjectives. L'autre est une dimension pratico-pratique. On a compris par la pratique à laquelle on a été forcé de recourir que cette globalisation du Sud était un avantage, une aubaine apportée aux diplomates concernées pour pouvoir s'affirmer et être entendues.

L'intrus là-dedans c'est Poutine qui dit : Montons sur le cheval, peut-être va-t-il nous mener plus loin que les bourrins occidentaux.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL
-------------------------

Merci infiniment.

J'ai vu avec quel degré d'attention vous avez été suivi car vous nous avez fait faire un parcours au galop (pas celui de Gengis Khan) à travers l'histoire depuis Byzance – et même avant – jusqu'à nos jours.

Vous avez beaucoup insisté sur le concept de l'agilité, de la fluidité du monde qui se construit. Vous êtes tout à fait contre l'idée de Kissinger, à savoir que nous sommes dans un monde néo-westphalien. Vous êtes dans une autre logique.

Du désordre qui a marqué la constitution du Sud se déduit-il vraiment une « union libre » ? Ce n'est peut-être pas complètement évident. Ce désordre n'est-il pas plus apparent que réel ? N'y a-t-il pas derrière ce désordre apparent une réalité ? Où se situe là-dedans le rôle des États ?

Peut-être l'intervenant suivant, Pascal Boniface, pourra-t-il nous éclairer sur ces questions en donnant sa propre vision de géopolologue éminent de la chose mondiale.

*Sommes-nous condamnés à la coupure « The West versus the Rest » ?*

Merci de cette invitation.

Vous abordez aujourd'hui l'un des sujets géopolitiques les plus importants qui peut prendre une tournure encore plus grave car il est au cœur des trois clivages qui scindent l'ordre géopolitique.

J'ajouterai que la France aurait un rôle important à jouer pour tenter de réduire ce fossé. Son ADN stratégique lui enjoint de jouer son rôle de pont entre le Sud global et l'Occident. Malheureusement elle n'en prend pas tout à fait le chemin alors qu'elle aurait tout avantage à répondre à l'attente qu'elle suscite. Hélas, nous nous détournons un peu de cette mission par recherche de cohésion européenne et de cohérence occidentale.

On observe trois coupures majeures dans l'ordre géopolitique :

La première entre la Russie et le monde occidental que certains d'ailleurs confondent avec une coupure entre la Russie et le reste du monde. Si la Russie est coupée durablement du monde occidental – et le restera tant que Poutine sera au pouvoir – elle n'est en rien coupée du reste du monde. En effet, il ne faut pas confondre communauté internationale et communauté occidentale. Depuis déjà assez longtemps le monde occidental est une partie du monde, il n'est plus le tout. La grande erreur des Occidentaux, collectivement, a été de penser que l'implosion de l'URSS allait déboucher sur un monde unipolaire. Ébaudis par la disparition du rival, voire d'un adversaire à l'Est, ils n'ont pas vu l'ascension du « Sud Global » permise par la globalisation, souvent d'ailleurs en adoptant les mêmes méthodes que le monde occidental. Les Occidentaux n'ont pas vu monter ces nouvelles puissances qui n'entendaient pas leur obéir. Concentrés sur la disparition de la menace Est, nous n'avons pas vu l'émergence du Sud. La victoire contre l'Irak (la quatrième armée du monde, prétendait-on) en 1990 a paru facile et on n'a pas réalisé qu'au moment même où il triomphait du monde de l'Est, l'Occident perdait le monopole de la puissance dont il avait bénéficié pendant cinq siècles. 1492-1992 : cinq siècles de domination occidentale du monde, brièvement contestée dans les années 1970 par une URSS qui va très vite connaître l'échec et

le déclin. Aveuglé par son triomphe sur l'URSS le monde occidental a préféré apparaître collectivement comme le vainqueur de la guerre froide plutôt que comme le bâtisseur d'un « nouvel ordre mondial » que l'on célébrait par ailleurs. D'où une grande partie des problèmes qui nous agitent aujourd'hui.

Si la Russie est coupée du monde occidental, elle n'est donc pas coupée du reste du monde. Et le Sud global, ne cédant pas aux objurgations du monde occidental, n'entend pas couper les ponts avec la Russie.

La seconde coupure, plus importante encore, et qui va nous occuper au moins pour les deux prochaines décennies, est le clivage Chine/États-Unis, ce fameux « piège de Thucydide » dont il faudrait être naïf de croire que ce qui les oppose est la question des droits de l'homme. Certes les États-Unis sont une démocratie et la Chine est un régime autoritaire mais elle l'a toujours été. Et je dois dire qu'il est quand même plus agréable d'être chinois aujourd'hui que dans les années 1960 ou, par exemple, qu'en 1972 lorsque Nixon et Kissinger passaient une alliance de fait avec Pékin contre l'Union soviétique. À l'époque, la Chine était vraiment un régime totalitaire dans lequel on ne critiquait pas le pouvoir au sein de la cellule familiale pour ne pas être dénoncé par un parent. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. La Chine n'est pas davantage une démocratie quand, dans les années 1990, Clinton parle d'un partenariat stratégique constructif entre Pékin et Washington (on sort de Tian'anmen). Pas plus que la Chine n'est une démocratie quand George W. Bush incite les entreprises américaines à investir en Chine où l'on trouve une main d'œuvre abondante, bon marché, qui ne fait jamais grève et obéit au doigt et à l'œil. C'est justement parce que la Chine n'est pas une démocratie qu'on veut y investir.

Ce qui a changé entre-temps, c'est que lorsque la Chine adhère à l'OMC en 2001 elle fait 10 % du PIB américain et qu'aujourd'hui elle en fait 75 %. Là est la vraie raison de l'hostilité envers la Chine qui est un des rares points d'accord entre Biden et Trump, entre républicains et démocrates.

Face à cette double coupure, Chine/États-Unis et Russie/monde occidental, on nous demande de choisir.

Les Européens ont choisi d'être hostiles à la Russie. Ils l'étaient avant la guerre d'Ukraine, ils le sont encore plus, et de façon définitive, depuis la guerre d'Ukraine. « Ils sont sans excuse mais ils ne sont pas sans causes » disait Jean-Louis Bourlanges à propos des événements du 7 octobre 2023. De même, s'il n'y a pas d'excuse au recours à la guerre par Poutine en février 2022 il y a beaucoup de

causes à cette guerre. Guerre que l'on aurait pu éviter si l'on n'avait pas transformé la Russie en adversaire, la traitant comme un pays vaincu de la guerre froide, un pays qu'il fallait mettre au pas et avec lequel on ne pourrait avoir de bonnes relations que s'il s'occidentalisait. Mais les Russes sont restés russes, ils ne se sont pas occidentalisés.

La coupure *The West versus the Rest*, le monde occidental contre le Sud global, vient à la jonction. L'Europe a choisi de rallier les États-Unis par rapport à la Russie. Rappelons-nous quand même qu'au moment où, du fait de l'opposition de la Pologne et des Pays baltes, on empêchait un sommet Union européenne–Russie, présenté comme un cadeau à Poutine, Biden participait à un sommet avec Poutine<sup>4</sup> ! Or quand on n'est pas à table on est au menu. L'Europe a été au menu.

En revanche, malgré une forte pression, les pays européens n'ont pas encore choisi les États-Unis contre la Chine. Il y a encore des réticences européennes à ce que l'OTAN (organisation de *l'Atlantique Nord*) qui par définition ne concerne pas la Chine, ajoute des paragraphes entiers sur la Chine. Mais pour combien de temps ?

C'est dans ce paysage qu'apparaît le clivage *The West versus the Rest* qui, bien qu'il n'y ait pas d'équivalence, comme l'a dit Marie-Françoise Bechtel, a existé. Ceux qui prétendent que le Sud global n'existe pas sont en général des néoconservateurs qui refusent d'être désignés comme tels.

Si le Sud global n'existe pas comme une alliance, il existe comme une entité géopolitique. L'Ouest est assez uni surtout depuis la guerre en Ukraine qui a eu comme conséquence funeste de renforcer le *leadership* américain sur les pays d'Europe occidentale. L'OTAN n'a jamais paru aussi puissante, aussi élargie qu'aujourd'hui. En effet, des pays neutres depuis la fin de la seconde guerre mondiale (Finlande) ou depuis 200 ans (Suède) l'ont rejointe alors qu'ils n'en avaient pas éprouvé le besoin quand Staline était au pouvoir. Jamais le *leadership* américain en Europe n'a été aussi fort, cela au moment où il est de moins en moins fort dans le reste du monde. La doctrine héritée du « pacte du Quincy » (1945) faisait que les Saoudiens, dans la main des Américains, fixaient le prix du pétrole en fonction des desiderata de Washington. On a augmenté la production de pétrole dans les années 1980 pour faire tomber l'Union soviétique dont c'était

---

<sup>4</sup> Joe Biden et Vladimir Poutine se sont rencontrés le 16 juin 2021 au cours d'un sommet à Genève, en Suisse.

déjà la principale source d'exploitation, d'exportations et de recettes. Si le baril avait été à 30 dollars peut-être Gorbatchev aurait-il réussi la perestroïka ... il était à 15 dollars. Mais aujourd'hui c'est avec la Russie que les Saoudiens fixent le prix du pétrole. « Je ferai de l'Arabie saoudite un pays paria », avait dit Biden. Le même Biden qui, en juillet 2022, va, de façon assez peu glorieuse, demander à MBS d'augmenter la production pour faire baisser les prix. « Je vais voir », lui répond MBS qui annonce trois semaines après leur réduction, en accord avec la Russie pour faire monter les prix. Et c'est sous l'égide de la Chine, cette fois-ci, qu'il y a eu un rapprochement entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Donc on voit que le « pacte du Quincy » qui a été l'un des fondements de la politique américaine dans le Golfe n'existe plus.

La « doctrine Monroe » (1823) n'existe plus. Il n'y a plus que l'Argentine de Milei qui revendique un alignement sur Washington. Il est isolé dans le reste de l'Amérique latine. On voit bien que l'influence nord-américaine sur l'Amérique latine n'a plus rien à voir avec ce qu'elle a été. Elle est en fait devenue relativement faible.

On voit bien que l'Occident se définit comme un tout. On y ajoute des pays qui ne sont pas culturellement occidentaux mais le sont stratégiquement, comme la Corée du Sud, le Japon, Singapour. Tous ces pays – peut-être pas la Hongrie – ont pris des sanctions contre la Russie. Aucun des autres pays n'en a pris. Certains ont pu condamner l'agression de la Russie lors d'un vote à l'Assemblée générale des Nations unies, par deux fois même, mais aucun pays latino-américain, aucun pays africain, aucun pays asiatique hormis les alliés proches, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, n'ont pris de sanctions contre la Russie.

C'est un vrai clivage.

Si l'Ouest est une véritable alliance, autour du G7, autour de l'OTAN, avec une multiplication des liens militaires bilatéraux que les États-Unis entretiennent avec la Corée du Sud, avec le Japon, on observe une poussée pour élargir toujours plus l'OTAN. On l'a élargie en Europe. Comme le disait Delors à propos de l'Europe « comme une bicyclette, si l'OTAN s'arrête elle tombe ». Il y a donc une sorte de pulsion de croissance de l'OTAN qui veut toujours avoir plus d'États membres mais elle va atteindre une limite physique.

Si la cohérence de l'OTAN est de s'élargir, le Sud n'a pas de projet commun. Mais il a un rejet commun : un monde dominé par l'Occident. Sur ce point je me séparerai peut-être de Bertrand Badie. Les BRICS ça compte. Bien sûr ce n'est pas

une alliance. Mais les attaques contre le dollar, la Nouvelle Banque de Développement (NBD), l'agenda de Dilma Rousseff à la tête de cette banque donnent une sorte de cohérence à des pays complètement disparates depuis le départ, à cette notion inventée par un analyste de la Goldman Sachs pour rassurer les marchés après le 11 septembre.

À l'époque Brésil, Russie, Inde, Chine n'ont rien de commun (statut nucléaire, modèle de sécurité, régime politique). Ils ne coopèrent pas non plus. Puis ce qui était une invention est devenu une réalité avec des sommets, s'est élargie et, en juillet 2014, lorsque tous les pays occidentaux prennent des sanctions contre la Russie du fait de l'annexion de la Crimée, Poutine est reçu avec tous les honneurs au sixième sommet des BRICS à Fortaleza, au Brésil, avec les autres pays. Alors, bien sûr, au sein des BRICS, dès le club originel se côtoient des démocraties, des régimes autoritaires, des pays nucléaires, d'autres qui ne le sont pas ou qui y ont renoncé, des pays qui sont membres permanents, d'autres qui aspirent à l'être ... mais ils sont d'accord pour dire : il faut que l'on respire ! Cet ensemble, disparate dès l'origine, s'est élargi à des pays très divers (on prend l'Éthiopie parce que l'Afrique du Sud ne voulait pas du Nigéria, on pressent à un moment l'Argentine parce que le Brésil ne voulait pas du Mexique) dont trois pays autrefois parfaitement hostiles les uns envers les autres : Émirats arabes unis, Iran, Arabie saoudite. Ce qu'ont en commun ces dix pays c'est qu'ils ne veulent plus que l'agenda soit fixé à Washington ou dans les pays occidentaux.

Dans ce club des BRICS, sorte d'avant-garde léniniste du Sud global, certains pays sont en confrontation directe avec l'Occident : la Russie, l'Iran, la Corée du Nord (qui n'est pas dans les BRICS mais dans le Sud global).

La Chine est à part en tant que telle parce que son ombre portée est un peu étouffante pour les BRICS. L'élargissement a d'ailleurs été un succès pour la Chine. L'influence de la Chine sur les BRICS est moins importante que l'influence américaine sur le G7 ou sur l'OTAN mais le poids économique de la Chine sur les BRICS est plus important que celui des États-Unis sur le reste des pays du G7 ou des pays de l'OTAN. En tout cas, la Chine, qui veut à la fois entretenir des relations avec le monde occidental, avec la Russie, et avec les autres, a l'ambition de prendre la première place sur l'échiquier mondial.

Les autres pays veulent élargir leurs marges de manœuvre. Selon une démarche un peu gaullo-miterrandienne, ils s'interrogent : comment faire ? On parle de multi-alignement mais ce qu'ils veulent c'est justement ne pas être alignés. On n'emploie plus le terme d'alignement parce que, Bertrand Badie a raison, c'est un

échec. Chaque pays s'est aligné sur un allié mais le non-alignement des pays du Sud est beaucoup plus conséquent, alors qu'il n'est pas revendiqué en tant que tel, que le non-alignement historique des pays après Bandung, etc. En effet, à part la Yougoslavie, les uns et les autres avaient quand même un patron qui leur fournissait les armes.

Ces pays ne veulent plus dépendre de la volonté du monde occidental. Ils veulent élargir leurs marges de manœuvre et faire de la transaction en permanence. Ils ne veulent pas d'alliance. Les BRICS sont plus un club qu'un système d'alliances.

Le Sud global est un système plus large où les membres se réunissent, échangent les informations, voient comment ils peuvent se débrouiller pour obtenir un avantage (j'achète du pétrole moins cher à la Russie, j'ai un souvenir historique des services qu'ils m'ont rendu par le passé, etc.).

Dans tous les cas le mot d'ordre est : on desserre l'étau que les Occidentaux nous ont imposé pendant très longtemps.

On voit en effet qu'au moment même où les Occidentaux essaient d'imposer de nouveau leur agenda, ce Sud global leur échappe. De plus, le double choc de la guerre en Ukraine et de la guerre de Gaza est venu faire perdre l'avantage moral autoproclamé du monde occidental. Nous avons tenté de convaincre les pays du Sud de condamner l'agression de l'Ukraine par la Russie et les bombardements de civils. Quand la Russie annexe la Crimée on prend immédiatement des sanctions... quand Israël a annexé Jérusalem-Est on n'a rien fait. On voit beaucoup moins d'images de Gaza bombardée, où les civils n'ont aucun moyen de fuir, qu'on n'a vu d'images de Kiev ou des villes ukrainiennes sous les bombes. Les journaux ont consacré leurs Unes aux otages israéliens – dont on ne peut bien sûr que souhaiter la libération – et aux villes ukrainiennes bombardées, mais je n'ai pas vu beaucoup de Unes dans les grands hebdomadaires, les quotidiens, sur Gaza bombardée et sur le sort des civils palestiniens que l'on ne découvre que par les réseaux sociaux.

Les pays du Sud n'acceptent plus nos leçons de morale.

Ceux qui nient la notion de Sud global prétendent que le thème de l'humiliation est un prétexte. Décidant du sentiment national des autres pays, ils nient que la Russie, la Chine aient été humiliées. J'ai eu un débat un jour sur France 24 avec un journaliste du *Monde*, à la retraite mais toujours actif, qui affirmait que les Africains ne comprennent pas que la guerre d'Ukraine est une guerre impériale,

une guerre d'agression. À la 4<sup>e</sup> fois qu'il répétait que les Africains ne comprenaient pas, je l'ai interrompu : « Si, ils comprennent mais ils ne sont pas d'accord avec vous, ai-je fini par lui dire, comment pouvez-vous dire sur un canal très regardé en Afrique que les Africains ne comprennent pas ? ». Beaucoup d'esprits sont encore coiffés d'un casque colonial, y compris dans nos médias.

Ce qu'on nous reproche dans le Sud, ce ne sont pas nos valeurs mais nos incohérences, c'est le fait que nous avons toujours appliqué ces valeurs de façon sélective. Déjà, pendant la guerre froide, on ne disait rien quand il y avait un coup d'État en Argentine ou au Chili et on condamnait l'état d'urgence en Pologne. Nous nous sommes trop souvent parés des droits de l'homme comme un moyen d'imposer nos objectifs géopolitiques pour que les gens ne s'en rendent pas compte. Ils comprennent que notre application des droits de l'homme est très sélective et dépend du système d'alliances ou de rivalité avec les pays, non de sentiments généraux. Je pense qu'il valait mieux vivre à Cuba sous le régime castriste qu'en Arabie saoudite à la même époque. Mais tandis qu'il y avait beaucoup de critiques de Cuba, de gros budgets étaient consacrés à faire la pub de l'Arabie saoudite.

Que peut faire la France ?

L'ADN de la France devrait nous inciter à construire un partenariat avec le Brésil, un partenariat stratégique avec l'Afrique du Sud, avec l'Inde. Au-delà des pays qui nous achètent des Rafale, nous pourrions lier des partenariats avec des pays qui ont des projets politiques. Nous ne pouvons pas nous limiter à une diplomatie du Rafale.

Aujourd'hui, notre nouveau ministre des Affaires étrangères est allé en Argentine où il a passé un pacte avec Monsieur Milei.

Sur la guerre d'Ukraine, notre position était de condamner l'agression russe tout en rappelant que la Russie ne va pas disparaître de la carte de l'Europe. Cette position nous a été reprochée mais les mêmes qui ont coupé tous les ponts avec la Russie, empêchant un dialogue normal entre l'Europe occidentale et la Russie, se plaignent que la Russie soit rentrée en guerre. Une fois encore il n'y a « pas d'excuse mais des causes ».

Le discours de Bratislava (31 mai 2023) a marqué un tournant en privilégiant la recherche d'une cohésion européenne, d'une cohésion atlantique, au point qu'il est allé jusqu'à critiquer implicitement l'opposition de Jacques Chirac à la guerre

en Irak en 2003 au prétexte qu'il stigmatisait les pays d'Europe de l'Est qui l'avaient approuvée.

Nous sommes allés trop loin. Accusés par la Pologne (dont l'alliance avec l'Ukraine montre aujourd'hui des limites) de ne pas avoir été assez solidaires de l'Ukraine, nous voulons nous racheter, prouver que nous sommes toujours plus « occidentaux ». Mais quand nous nous félicitons que Milei veuille organiser un sommet latino-américain sur l'Ukraine pour contrebalancer le discours de Lula, nous loupons une marche ! D'autant que le Président de la République va se rendre au Brésil en mars et que nous avons beaucoup plus à faire avec le Brésil de Lula qu'avec l'Argentine de Milei en termes stratégiques.

L'empressement mis à montrer que nous sommes des alliés cohérents, des alliés sur lesquels on peut compter au sein de l'OTAN, au sein de l'Union européenne, nous empêche d'avoir une diplomatie de multi-alignement et d'aller voir tous ces pays du Sud qui demandent un partenariat, comme ce fut la politique de de Gaulle, la politique de Mitterrand.

Nous sommes un peu à la croisée des chemins et nous pourrions choisir de jouer un rôle central pour éviter que ce fossé « *The West versus the Rest* » s'élargisse. Mais si on se félicite que l'Argentine rejoigne le camp occidental, contrairement à ce qu'a dit le ministre, ça ne vient pas réduire ce fossé. Ce n'est pas en ayant des transfuges qu'on réduit le fossé. On l'élargit un peu plus en venant prendre des alliés dans le camp adverse. J'imagine que ce qui a été dit à Buenos-Aires ne va pas être reçu avec beaucoup de sympathie à Brasilia. Nous allons voir comment se passe demain le sommet des ministres du G20 mais je suis inquiet. Quand les Français s'étaient vantés que Zelinsky arrive au sommet du G7 élargi à quelques pays dans un avion à cocarde française, les Brésiliens étaient furieux, excédés que l'on ne parle toujours que d'Ukraine, un sujet dont ils considéraient qu'il appartenait à notre agenda, pas au leur. Lula avait d'ailleurs mis comme condition pour venir au Sommet pour un nouveau pacte financier mondial en juin dernier que l'Ukraine ne soit pas sur la table. Après la visite – tardive – de Macron au Brésil, on pouvait espérer un redémarrage d'un lien Brasilia-Paris. Mais je crains que le fait de se vanter d'avoir imposé un agenda ukrainien à l'Amérique latine via l'Argentine ne nous aide pas.

Nous donnerons-nous l'intérêt du monde comme mission, conformément à l'ADN de la France qui est forte quand elle poursuit un objectif qui dépasse son propre intérêt ? Nous avons là une très belle carte à jouer. Elle n'est pas complètement perdue mais on s'en éloigne un peu.

Merci infiniment.

Non seulement vous avez traité brillamment le sujet mais vous avez ouvert des perspectives politiques qui nous engagent vers le prochain colloque.

En accord total avec tout ce que vous avez dit je ne vais pas vous apporter, à ce stade, la moindre critique.

Je mentionnerai quand même que le rôle de l'ONU là-dedans n'apparaît plus du tout, comme si tout le monde avait acté qu'il ne se passe plus rien à l'ONU. On a tendance à le croire. Mais on ne souligne peut-être pas assez à quel point les institutions multilatérales incluant naturellement les grandes agences de l'ONU sont aussi un point d'entrée important pour les pays du Sud. De ce point de vue-là peut-être y a-t-il quelque chose qui peut se restructurer à la fois en termes de respectabilité internationale et de dialogue possible.

La problématique Nord-Sud a été très vite évacuée historiquement, mais elle a existé sous la forme du dialogue Nord-Sud. Peut-être y a-t-il là aussi un rôle à jouer sur le développement. Le président Macron avait convoqué en juin 2023 un sommet sur ce thème. Je l'ai compris comme la rénovation du dialogue Nord-Sud : que peut-on faire pour les pays pauvres ou insuffisamment développés, non seulement en termes écologiques mais en termes de développement ? Il y avait là peut-être un petit quelque chose. Ce n'est pas une critique, c'est juste un complément qui me vient à l'esprit.

Je vais me tourner maintenant vers l'ambassadeur de Gliniasty qui va nous dire ce qu'il faut penser, ce qu'il pense, ce qu'il y a à penser de l'Occident collectif et du Sud global.

*Un face-à-face qui n'en est pas tout à fait un*

Merci.

Bonjour à tous.

Les deux concepts d'« Occident collectif » et de « Sud global » existaient vaguement auparavant mais ils se sont cristallisés au moment de la guerre en Ukraine. C'est la guerre en Ukraine qui a créé cette différence.

« Occident collectif » est une notion de combat apparue dans la phraséologie russe pour exprimer le fait que la Russie n'est pas en guerre contre la seule Ukraine mais contre tout un ensemble. Cet ensemble ne se limite pas à l'OTAN, qui n'est plus assez pertinente, mais comprend aussi la Corée du Sud, le Japon et tous les pays qui appliquent les sanctions. C'est donc au départ une notion qui vise à excuser les difficultés militaires russes sur le front ukrainien par le fait que l'adversaire est en réalité l'Occident collectif. Mais cette notion fait apparaître une réalité : le monde n'est plus recentré, l'OTAN atlantique n'est pas suffisante pour analyser la rivalité qui peut apparaître entre la Russie, la Chine et le reste du monde. C'est quelque chose de plus global, c'est un maillage au niveau mondial fait par les Occidentaux.

La notion de « Sud global » s'est aussi cristallisée avec la guerre en Ukraine. Il y a un critère très simple pour définir le Sud global, souvent désigné comme une notion floue, un mot-valise : comme l'ont dit Bertrand Badie et Pascal Boniface, le Sud global rassemble ceux qui n'appliquent pas les sanctions occidentales. Certes, par deux fois, en mars 2022 et en avril 2023, 140 ou 141 États ont voté pour exiger le retrait des forces russes d'Ukraine. En effet, personne n'est pour une agression, une invasion. En revanche quand on en vient aux conséquences concrètes on voit que plus des trois-quarts des 140 États qui ont exigé le retrait de la Russie n'appliquent pas les sanctions parce que ça n'est pas complètement leur combat (on a dit à un moment que c'était un combat de « blancs »). Cela devient leur affaire quand cela nuit à leur développement économique. C'est un thème constant qu'on a trouvé au G7, au G20, etc. : il faut faire la paix parce que la guerre étouffe les économies du Sud global.

Nous sommes donc dans un système qui se dessine progressivement à travers cette rupture entre ceux qui n'appliquent pas les sanctions et ceux qui au contraire aident l'Ukraine à se battre contre la Russie.

Il y a un certain nombre de conclusions qui donnent une réalité de plus en plus forte au Sud Global. D'abord une réalité idéologique car ce qui unit ce Sud global, c'est d'abord, comme cela a été dit, le refus de la domination occidentale.

Domination occidentale qui est à la fois économique et idéologique :

On a parlé du rôle de Dilma Rousseff au Brésil et de la volonté de la Chine et d'autres pays de commercer en yuan. C'est aussi une conséquence de la guerre en Ukraine puisqu'à partir du moment où l'Occident a cru bon, pour des raisons qui sont peut-être parfaitement justifiées, de geler 300 milliards de dollars de réserves de la Banque centrale de Russie les autres pays du Sud en ont tiré la conclusion qu'il ne faut pas avoir de dollars dans ses réserves puisque le jour où ça commence à aller mal on se les fait confisquer.

Donc, à terme, fin du dollar comme monnaie de réserve, en tout cas fort affaiblissement.

En dehors de la question de la domination de l'Occident, le Sud global s'est cristallisé sur un thème idéologique habilement instillé par la diplomatie russe qui consiste à dire : l'Occident collectif nous rebat les oreilles avec la démocratie, les droits de l'homme, dont chacun sait qu'il les applique de façon différenciée selon les causes. Peu à peu apparaît l'idée qu'il faut respecter les traditions historiques, les spécificités. Il ne s'agit pas de contester la démocratie, les droits de l'homme il s'agit d'accepter des voies spécifiques conformes à l'histoire de chacun de ces pays.

C'est, là aussi, un thème fédérateur qui donne de la substance au Sud global.

À partir de là se dessine une différenciation assez nette de concepts qui, au départ, paraissaient assez flous.

Ce Sud global n'est pas un bloc. On observe une évolution vers des pôles de puissance qui apparaissent, qui ont leurs propres ambitions, leurs propres intérêts. D'où la nécessité d'une diplomatie extrêmement fluide, extrêmement flexible (vos amis d'un jour sont vos ennemis de demain). Cet élément de flexibilité qui apparaît sur la scène internationale n'existait pas avant. Mais il apparaît au Sud, non dans l'Occident collectif où, au contraire, se manifeste un resserrement de la « discipline » qui est aussi un sous-produit de la guerre en Ukraine.

Le monde apparaît donc comme un bloc face à monde multipolaire naissant.

C'est relativement inquiétant parce que la discipline joue à plein dans l'Occident collectif. Les sanctions se succèdent sur injonction, en tout cas en conformité avec un plan de bataille. La distribution des armes se fait avec une répartition des rôles dans le « format Ramstein »<sup>5</sup>.

L'Occident collectif est donc en ordre de bataille au moment même où le Sud global se développe de façon extrêmement différenciée.

On a cité l'Arabie saoudite qui accepte de faire baisser sa production de pétrole pour permettre à la Russie de survivre. Mais l'exemple le plus intéressant est la Turquie qui gère ses intérêts en mer Noire, en Asie centrale, en opposition à la Russie parce qu'elle a encore la nostalgie de son vieil empire ottoman et aussi parce qu'elle a des ambitions. Mais en même temps elle a besoin du commerce russe, elle a besoin d'être une « plaque tournante » surtout pétrolière et gazière. Et donc elle joue, elle bloque le détroit des Dardanelles pour empêcher les forces de l'OTAN d'arriver en mer Noire. C'est un jeu extrêmement subtil que l'on retrouve pratiquement dans tout le Sud global. L'Indonésie, par exemple, dont le nouveau président (le général Prabowo Subianto) vient d'être élu, joue sa sécurité avec l'Ouest et son commerce, son développement économique avec la Chine.

On voit donc qu'au moment où l'Occident collectif se discipline, se renforce, le Sud global se diversifie et joue avec une certaine flexibilité de tout l'éventail des actions internationales possibles.

Une question se pose en ce qui concerne l'Occident collectif : Trump.

Ce qui se passe actuellement n'est qu'une péripétie du transfert, résultant d'une volonté de Washington, du fardeau de la guerre en Ukraine des États-Unis vers l'Europe. Pour l'instant l'Europe, « au garde à vous », disparaît complètement. À peine perçoit-on l'inquiétude de certains pays de voir disparaître le parapluie américain.

Pour ma part, je crois peu probable un changement de paradigme avec l'arrivée de Trump au pouvoir. De toute façon, l'Europe à 37 États – puisque nous allons être 37 d'après les décisions prises récemment – ne sera plus une Europe puissance. C'est fini. Le diapason sera donc donné par la grande puissance

---

<sup>5</sup> La distribution des armes dans le « format Ramstein » est une méthode standardisée utilisée dans les opérations militaires qui découle de la théorie du contrôle de la circulation aérienne développée à la base aérienne américaine de Ramstein-Miesenbach en Allemagne.

occidentale même aussi rétive, aussi difficile, aussi erratique que Trump peut l'être. Je crains malheureusement que la forme d'un bloc en Occident opposé à un monde multipolaire au Sud ne soit le destin du monde qui s'annonce.

Pour l'instant en tout cas, l'Occident collectif tient alors que le Sud global fleurit. À l'heure actuelle, ceux qui n'appliquent pas les sanctions représentent plus de la moitié du PIB mondial et plus de la moitié de la population mondiale.

Pour autant peut-on parler de désoccidentalisation du monde ?

Je pense que c'est plus complexe que ça. Les pays du Sud ne récusent pas les droits de l'homme. Ils ne récusent pas l'état de droit, c'est-à-dire une loi qui s'applique à tout le monde, dont ils savent que c'est ce qui fait tourner une société. De la même façon, tout le monde sait que c'est ce qui permet le développement économique et une relative satisfaction des citoyens. Pour l'instant ils sont dans une phase d'émancipation nationale par rapport à la domination occidentale, ce qui implique de mettre un peu sous le boisseau ces éléments. Éléments (les droits de l'homme, la démocratie ...) qui figurent d'ailleurs dans la constitution de la plupart des pays du Sud global, que ce soit au Kazakhstan ou en Asie du Sud-Est. Ils sont appliqués de façon un peu erratique mais ils ne sont pas contestés.

Ce qui est contesté c'est le droit d'ingérence humanitaire, le droit d'ingérence au nom de l'idéologie. C'est en fait la domination de l'Occident.

Pour terminer sur un élément d'optimisme, je ne crois pas du tout que les acquis, les valeurs universelles, les droits de l'homme, tout ce que l'Europe a construit en quelques siècles risquent d'être mis à la poubelle par les pays du Sud. Ce n'est pas le cas. Ils sont dans une lutte pour leur propre émancipation nationale.

Merci.

## *Débat*

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci infiniment d'avoir dignement continué ces débats extrêmement riches.

Je ferai néanmoins remarquer qu'il y a quelque chose qui est peut-être un peu absent de nos échanges. Ce quelque chose, qui nous intéresse particulièrement en France, c'est le rôle des États-nations.

Vous parliez du fait que l'état de droit n'est pas en lui-même contesté dans de nombreuses constitutions. Cela me rappelle la petite controverse qui avait eu lieu entre Madeleine Albright et Hubert Védrine. Au détour des années 2000 M. Albright était pour l'union des démocraties, la démocratie d'abord ! L'état de droit c'est bien mais il faudrait déjà avoir un État avait répondu Hubert Védrine dans un article assez retentissant du *Monde*. C'était avant l'invasion de l'Irak, les désastreuses expéditions en Libye, et le fait qu'un certain nombre d'États, notamment au Moyen-Orient, ont sauté comme des bouchons sous la pression de ce que certains ont appelé assez justement l'impérialisme. Ce que l'on reproche à l'Occident collectif c'est peut-être aussi sa responsabilité dans tout cela. Là où les zones faibles avaient des États, on leur a retiré ces États, si je puis ainsi m'exprimer. Ce point me paraît quand même à mentionner.

BERTRAND BADIE

Vous avez tout à fait raison, c'est un point important du débat.

L'État-nation est une notion occidentale et on se trouve immédiatement replacé dans cette perspective subjectiviste qui nous conduit à nous demander quel est le degré d'allégeance, de reconnaissance de légitimité que les populations du Sud accordent à l'État-nation tel qu'il a été importé chez eux. C'est un énorme débat. On peut faire tout un colloque là-dessus.

Cela me permet de dire quelque chose qui a été laissé de côté dans les trois interventions et d'abord de la mienne, j'en suis le premier coupable : la notion de Sud est également très fortement portée par les sociétés du Sud. Il ne faut pas se

limiter à une lecture politique – je ne dirai jamais « géopolitique » – et surtout ne pas se laisser piéger par cet enfermement politique de la notion de Sud.

Quelques exemples : durant la coupe du monde de football, les drapeaux palestiniens brandis par les supporters du Sud ... sont quelque chose de tout à fait extraordinaire. Voyant passer un petit cortège de gilets jaunes sur le boulevard de Grenelle j'aperçus une dame, manifestement modeste de sa condition, qui portait un drapeau palestinien. « De ce que j'en ai compris, ces gens-là souffrent aussi, comme nous » répondit-elle alors que je l'interrogeais. Cette réponse me semble très évocatrice de ce qu'est le monde aujourd'hui. Cette *communauté de souffrance* est quelque chose qui se réveille, qui grimpe, qui fédère, qui crée une coalescence d'identification. À tel point que je suis persuadé qu'en relations internationales l'identification devient un concept clé, décrivant la manière dont l'autre s'identifie à une cause qui lui est extérieure. C'est un mystérieux mécanisme, très long et complexe à définir, mais qui décide en bonne partie du sort des grands conflits. Ainsi, la grande inconnue dans le conflit israélo-palestinien tient au degré d'identification à ce conflit qui sera partagé par les Palestiniens eux-mêmes, l'opinion publique arabe, l'opinion publique musulmane et l'opinion publique mondiale. C'est un des facteurs essentiels configurant l'avenir de ce conflit. L'État-nation est ici réactif, là où les sociétés sont de plus en plus proactives. Et je pense que la florescence du concept de Sud et la critique portée à la notion d'Occident ont des racines beaucoup plus sociales que politiques.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Vous avez raison, bien sûr, de réintroduire la notion de société porteuse de l'État. Sous la forme dont nous en parlons, l'État-nation est occidental. Mais que faites-vous du grand État chinois et de l'État égyptien millénaire !

BERTRAND BADIE

Il s'agissait alors d'un empire, non pas d'un État.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

C'est un État. Le mandarinat chinois est un État vertical, comme dirait notre ami Stéphane Rozès ici présent. Pour ce qui est de l'Égypte, c'est pratiquement le plus vieil État du monde. Donc vous ne pouvez pas dire qu'un ensemble de populations dans le monde entier ne savent pas ce qu'est l'État, ne savent pas ce qu'est la verticalité et ne s'identifient pas à ça.

BERTRAND BADIE

Je n'ai pas dit ça du tout. J'ai dit qu'avec la décolonisation on a construit, importé un État (certains de mes collègues professeurs de fac se sont fait des fortunes à écrire les constitutions des pays du Sud !) et ainsi la boucle de la reproduction était bouclée... Ce fut la première équivoque.

JEAN DE GLINIASTY

À cet égard je fais remarquer qu'écrire « État de droit » avec un É majuscule révèle une vision française où la sécurité juridique est associée à l'État. Mais ce n'est pas le cas partout, le mot anglais, *Rule of law*, évoque un respect du droit indépendant de l'État. Il nous faut veiller à ne pas avoir une lecture strictement hexagonale de l'État-nation. Si pour nous l'État est très important ce qui importe pour beaucoup de pays c'est que la loi soit appliquée et respectée partout indépendamment des structures politiques et quelle que soit la collectivité dans laquelle ce respect du droit s'exerce.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Je vois que votre remarque suscite le chaud assentiment d'Anne-Marie Le Pourhiet qui nous a expliqué cela elle-même à l'occasion d'un séminaire sur l'Europe et l'État de droit<sup>6</sup> que nous avons organisé l'an dernier.

DANS LA SALLE

Vos interventions ont porté davantage sur l'Occident que sur les États de l'Occident global en tant qu'États.

Je voudrais revenir sur les sociétés. J'ai l'impression que la rupture – ou l'éloignement – qui, avec la crise ukrainienne et le conflit israélo-palestinien, est en train de se creuser crée une fracture au sein des sociétés beaucoup plus qu'au niveau des États. Cette tendance est renforcée par les réseaux sociaux. Cela s'observe même dans des sociétés où des États très forts, autoritaires, non-démocratiques, empêchent les manifestations. On voit par exemple des manifestations dans les pays qui ont normalisé leur relation avec Israël.

Les sociétés rejettent la collaboration, au nom d'intérêts communs, entre États qui ne partagent pas les mêmes valeurs.

Cette fracture s'est faite dans toutes les sociétés du Sud global, non seulement dans le monde arabe mais aussi en Amérique latine. Cela rejoint ce que vous disiez de cette incompréhension des sociétés qui se retrouvent entre elles. Cela se passe à Harvard, cela se passe partout parce qu'il y a ce lien entre les gens. Cette fracture est de plus en plus grande.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Il est possible aussi que les sociétés réagissent à proportion du fait que leurs États agissent moins.

---

<sup>6</sup> *Europe, État de droit et souveraineté nationale*, colloque organisé par la Fondation Res Publica, le 15 mai 2023.

Quelques réflexions en désordre.

Nous sommes à un moment de bascule, je dirai même de recomposition des relations internationales. Trente ans après la chute de l'Union soviétique nous devons faire l'effort de comprendre ce qui se passe et ce qui s'est passé, notamment la guerre d'Ukraine qui doit être vue comme un moment de la décomposition, de la désagrégation, non pas de l'empire soviétique mais de l'empire russe. C'est beaucoup plus profond que l'empire soviétique, ça vient de plus loin. Dans cette affaire, l'Europe – je parle en général mais il faudrait étudier pays par pays – est la grande perdante. L'Europe avait une énergie bon marché, une défense qui ne lui coûtait pas cher, des marchés chinois qui lui étaient ouverts... Tout cela appartient au passé et les Européens ne s'en sont pas encore complètement rendu compte. Nous sommes au début de ce processus et il n'y a pas de débat politique sur cette question fondamentale.

Le Sud global. On ne peut en parler que par rapport à la Chine, non par rapport aux seuls « dominés ». Je suis d'accord avec ce qu'a dit Bertrand Badie mais il n'y a pas qu'un phénomène d'anciens dominés. La Chine n'a d'ailleurs été dominée qu'un petit siècle (même si cela a marqué les Chinois). Mais la montée de la Chine est quelque chose de beaucoup plus éclairant par rapport à ce concept de Sud global parce qu'on ne peut comprendre cette recomposition (les BRICS et tout ce qui va avec) qu'à la lumière de cette inversion du rapport de force mondial qui fait que la Chine qui était loin derrière apparaît aujourd'hui non pas encore loin devant mais devant, pas tout à fait à égalité avec les États-Unis mais ça dépend des critères utilisés.

J'observe que nous sommes à un moment de recomposition dans lequel l'Europe est perdante. Et comment allons-nous faire pour nous en sortir en bon état ? C'est quand même une question qui nous intéresse. Est-ce possible, d'abord ? Peut-on réenclencher une mécanique qui vient de loin ? La Russie a en effet évolué sur trente ans. À un moment, je le crois, elle pensait qu'elle pourrait s'entendre peut-être avec l'Occident, en tout cas avec l'Europe. Les Russes étaient dans cet état d'esprit il y a quinze ou vingt ans. Ils ont changé, c'est clair. Mais ils n'ont pas changé par hasard, il y a une histoire, il y a une genèse de ce conflit, il y a une

manière de gérer cette histoire et de la comprendre. J'observe que, là non plus, il n'y a pas de débat et peut-être ne peut-il pas y en avoir pour des raisons qui tiennent au système médiatique dans lequel nous sommes.

Si je vous inflige ces réflexions en ordre dispersé c'est qu'il y a quand même un élément de cohérence : La France peut-elle retrouver le Nord à travers son identité républicaine ?

Un mot pour dire combien j'ai apprécié le livre de Jean de Gliniasty : *France, une diplomatie déboussolée*<sup>7</sup> car il y donne des éléments très utiles et très instructifs.

FRANÇOIS GOUYETTE
-------------------

Les propos tenus par la précédente intervenante m'ont fait penser au titre d'un livre écrit par un ancien ambassadeur qui a occupé des postes prestigieux : *Les autres ne pensent pas comme nous*.<sup>8</sup>

S'agissant du conflit en cours à Gaza je serais tenté d'ajouter qu'ils ne voient pas non plus les mêmes images que nous. Parce qu'il y a je crois une très grande différence entre la perception que nous pouvons avoir, via les médias français, des événements en cours, de ce qui se passe sur le terrain et la perception qu'en ont ceux qui ont accès aux médias audiovisuels, notamment dans le monde arabe. Cela vaut sans doute aussi pour d'autres régions du Sud global mais ceux qui sont le plus directement intéressés ou sensibilisés sont les habitants de cette région. Par exemple, la chaîne *Al Jazeera*, qui a été à l'époque de la guerre du Golfe pionnière en termes d'information – ou de « contre-information » comme on le disait à l'époque – a été contestée pour ses liens avec l'État du Qatar ou pour la complaisance dont elle aurait pu faire montre à certains moments vis-à-vis des courants islamistes, voire de courants extrémistes. Il se trouve qu'elle a aujourd'hui des correspondants sur place, qui sont, je crois, les derniers à pouvoir couvrir les événements. Mais c'est aussi peut-être le cas d'autres chaînes comme *Al-Arabiya*, d'obédience saoudienne. Nous ne voyons pas sur les chaînes

---

<sup>7</sup> Jean de Gliniasty, *France, une diplomatie déboussolée*, Paris, éd. de L'inventaire, 2024.

<sup>8</sup> Maurice Gourdault-Montagne, *Les autres ne pensent pas comme nous*, Paris, Bouquins, 2022.

françaises les images que montrent ces chaînes. Ce sont des images terribles, souvent insoutenables. Donc la perception, de ce point de vue, va être forcément très différente, tout comme seront différentes les conséquences sur ces opinions.

J'ajouterai – c'est presque un lieu commun – que dans nos pays, en France par exemple, on constate un clivage générationnel entre ceux qui – majoritaires dans cette salle, je crois – ont plutôt tendance à continuer à regarder les chaînes d'informations, et nos enfants, voire nos petits-enfants qui, eux, ont totalement cessé de regarder les chaînes télévisées, que ce soient les chaînes publiques voire les chaînes d'info. Ils s'informent uniquement sur internet, pour le meilleur et pour le pire d'ailleurs.

Il y a là des éléments de réflexion qui, je crois, doivent être pris en considération.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL
-------------------------

Puisque par deux fois le thème de la société, y compris dans la dernière intervention, est venu devant la scène, je dirai que nous pouvons aussi nous poser la question de la projection de ces mêmes sociétés dans le futur.

Que penseront les générations futures dont parlait François Gouyette de ce que nous avons laissé faire à Gaza sans lever le petit doigt ?

La question de la société ne se pense pas seulement dans l'horizontal, elle se pose aussi dans la verticale du temps. Nous le voyons bien puisqu'aujourd'hui la domination occidentale est extrêmement contestée par des pays qui ont le ressenti, pour ne pas dire le ressentiment, de plusieurs générations passées. Comment ce que nous sommes en train de faire, de laisser faire, aujourd'hui va -t-il se projeter dans l'avenir ? Je crois que cette réflexion ajoute encore à l'instabilité considérable du monde.

On n'en a pas parlé mais c'est quand même sur fond d'abord de la guerre d'Ukraine et maintenant de la résurgence de l'extrême violence au Moyen-Orient, que se situent les crises à partir desquelles la mise en ordre – ou en désordre – de l'Occident collectif et du Sud global tente une sorte de réponse. Réponse qui est celle de politiques de plus en plus décriés et pas forcément la réponse que les sociétés attendraient.

PASCAL BONIFACE

Par rapport à ce que vient de dire Marie-Françoise Bechtel, chacun se souvient de la plaidoirie de Fidel Castro. L'histoire l'absoudra mais l'histoire ne va pas nous absoudre de ce que nous laissons faire à Gaza aujourd'hui, avec des protestations purement verbales et platoniques. Il ne faut pas qu'il y ait de massacre disait le même Joe Biden qui oppose son veto à une mesure appelant à un cessez-le-feu permanent. Pendant qu'Antony Blinken se fait prendre en photo devant des colis d'aide humanitaire qui viennent juste compenser les blessures infligées par les bombes fournies par les États-Unis.

Pour reprendre ce qu'a dit François Gouette, effectivement les autres ne pensent pas comme nous parce que les autres ne voient pas ce que nous voyons. Les bombardements sur des civils ont été nombreux dans l'histoire mais sur des populations soumises à un blocus, c'est inédit. Le jugement moral du reste du monde est terrible et nous allons en payer un prix assez lourd.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

C'est morale contre morale. Dans le sens où l'Occident tend à promouvoir un certain nombre de valeurs morales à travers notamment l'État de droit mais où la véritable morale, du double traitement infligé à certaines zones du monde est absolument absente de ses réflexions. Cette contradiction a quelque chose d'extraordinaire.

BERTRAND BADIE

Il faudrait un jour réfléchir sur la signification de la diplomatie de l'indifférence, c'est-à-dire comment l'indifférence est construite comme une stratégie réactive.

L'inégalité de traitement entre la question ukrainienne et la question palestinienne est flagrante. Le jour où les États-Unis ont opposé un veto au Conseil de sécurité à la résolution demandant un cessez-le-feu permanent cet événement diplomatique extrêmement important n'a pas été évoqué au JT du 20h

de France 2 ... qui a diffusé un reportage de six minutes sur la taille des gâteaux secs qui diminuait pour maintenir le prix initial en temps d'inflation.

Cette stratégie de l'indifférence n'est pas seulement un phénomène épidermique, c'est quelque chose de pensé, de construit qui est reçu comme tel, et là je rejoins tout ce qui a été dit. Il ne faut jamais oublier qu'en relations internationales il faut toujours se demander ce que l'autre pense mais aussi ce que l'autre pense de ce que je pense, et se demander aussi la manière dont il s'imagine que l'autre le perçoit. Ce sont les trois dimensions de cette subjectivité qui devient extraordinairement importante et déterminante dans le flux des relations internationales aujourd'hui.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Le point commun entre ce que vous dites et ce qui a été dit jusqu'ici est l'incapacité d'un Occident puissant à se regarder lui-même mais surtout à regarder la façon dont il est vu par les autres. Je crois que quelle que soit la puissance dominante elle aurait assez probablement le même défaut. Mais il se trouve que la domination est occidentale. C'est donc à cet Occident qu'on peut imputer l'indifférence de son regard.

ANNE-MARIE LE POURHIET

Je voudrais poser une question à Bertrand Badie qui a beaucoup parlé de l'État-nation. Effectivement, c'est bien en Europe qu'a été créé et appliqué le concept. Mais c'est cette même Europe, cette fois institutionnalisée, qui s'acharne depuis quelques décennies à éliminer l'État-nation.

Vous parlez de l'ADN de l'État national français mais a-t-on le droit d'avoir un ADN national dans l'Union ? Qu'est-il infligé à l'État-nation qui n'approuve pas les sanctions contre la Russie, ou qui n'est pas d'accord avec le financement de la guerre en Ukraine ? D'abord on l'invite à quitter la salle pour que la décision puisse être prise à l'unanimité et, surtout, il se fait bombarder de sanctions. L'article 4 du TUE dit que l'Union respecte les identités nationales mais la Cour de justice vient encore d'affirmer en juin 2023 que le pouvoir constituant théoriquement souverain des États-membres doit s'incliner devant l'identité

européenne et ne bénéficie plus que d'une « marge nationale d'appréciation ». La vérité est que l'on n'a pas le droit d'avoir un ADN national. Là est bien le problème : l'État-nation est considéré en Europe comme responsable de la guerre et n'a donc plus droit de cité, c'est un empire autoritaire qui est en train de se substituer aux États-nations.

La possibilité pour la France d'avoir une politique conforme à son ADN est effectivement empêchée puisque l'État de droit, dans sa version européenne qui se résume au principe de primauté inconditionnelle, neutralise justement cet ADN. La généralisation de la majorité qualifiée, actuellement en préparation, ne fera que confirmer cette réalité.

BERTRAND BADIE

Je partage totalement ce que vous venez de dire. Mais cela met en évidence une contradiction majeure : à l'aube du système westphalien, de Jean Bodin jusqu'à Hobbes, on a créé des concepts qui se voulaient transhistoriques et transculturels, incarnations de la raison universelle et éternelle. Mais nous sommes piégés par l'histoire parce que l'on ne peut pas définir de la même manière la souveraineté du temps de Jean Bodin et la souveraineté aujourd'hui. L'État-nation ne peut donc pas fonctionner de la même façon. L'invention de l'Union européenne est une tentative de dépassement de quelque chose qu'on avait construit comme universel et s'imposant à tout le monde quelles que soient la culture ou l'époque.

DANS LA SALLE

Merci beaucoup pour cette table ronde très intéressante.

Ma première question, qui s'adresse à M. Bertrand Badie, porte sur ce concept d'autodésignation de l'Occident. Dans quelle mesure est-on encore dans un processus d'autodésignation ? Cette notion, nous échappant un peu, nous a ensuite été attribuée par « les autres ». Cette notion d'Occident vue depuis le Sud a-t-elle les mêmes contours que celle que nous nous sommes attribuée nous-mêmes ?

Ma deuxième question, plus pragmatique peut-être, porte sur le rôle de l'aide au développement. Le Sommet pour un nouveau pacte financier mondial qui s'est tenu à Paris en juin 2023 a traité des organisations internationales, des flux financiers entre Nord et Sud et de leur mise en lien avec la question écologique, en tout cas de la durabilité du modèle de développement. Cette question écologique est-elle selon vous un nouveau véhicule capable d'incarner une nouvelle relation entre le Nord et le Sud ou est-il un peu faible face à tous les enjeux que vous avez mentionnés ?

BERTRAND BADIE

Merci de poser cette question parce que j'ai été très bref là-dessus.

Effectivement je crois qu'il s'agit là de quelque chose de très fort dans l'histoire du concept d'Occident. Le concept d'Occident partait de l'Occident. Ensuite il a été récupéré, reconstruit ailleurs. Mais il s'agit bien d'une véritable autodésignation, alors que, dans la tradition russe, on n'emploie pas le terme « Orient », et que dans la tradition sudiste la notion est beaucoup plus éclatée et fragmentée.

Historiquement les pays occidentaux, les sociétés occidentales, se sont fait piéger par cette autodésignation et en sont devenus prisonniers. En 1991 George H. W. Bush a décidé de maintenir l'OTAN. « Vous êtes en train de reconstituer la Sainte-Alliance » fut la réaction de François Mitterrand présent au sommet de l'OTAN. C'est Roland Dumas qui raconte cette anecdote extrêmement intéressante. En effet, on ne s'est pas suffisamment demandé pourquoi et comment, alors que le bloc soviétique avait disparu, l'Occident a refusé de s'auto-dissoudre, de se remettre en cause, d'entrer dans la mondialisation. L'Occident a toujours eu une peur faramineuse de la mondialisation dès lors que celle-ci lui échappait. Et on voit bien aujourd'hui comment, à chaque pas, les Occidentaux – j'entends les dirigeants, les intellectuels, les politiques... – se relaient pour donner un visage pérenne à l'idéal occidental avec notamment cette thèse que je trouve extrêmement contestable et ravageuse qui consiste à ramener le conflit ukrainien et le conflit palestinien à des luttes opposant les dictatures aux démocraties. Ce qui est complètement faux. C'est beaucoup plus compliqué que ça, tout le monde le sait. Disant cela, l'Occident se tire une balle dans le pied car il présente aux autres pays du monde le visage d'un entre-soi insupportable.

Rien n'est pire que d'assimiler caricaturalement le conflit israélo-palestinien à la lutte d'une démocratie (Israël) contre les barbares, les tyrans, les sauvages ... Il n'y a rien de tel pour discréditer l'Occident dans les pays du Sud...

Ce piège de l'autodésignation continue à affaiblir la position des diplomaties occidentales dans le monde. Et l'entrée de la Suède et de la Finlande dans l'OTAN est ravageuse de ce point de vue-là parce qu'elle vient renforcer dans le monde entier cette image pernicieuse d'un monde occidental refermé sur lui-même. Je rappelle quand même que l'actuel ministre finlandais de l'économie, M. Rydman, s'est illustré en désignant les populations du Moyen-Orient comme des « singes dans le désert » (« *desert monkeys* »). Je n'ai pas entendu une phrase de réprimande ni de condamnation. Et – je rejoins ce que disait François Gouyette – c'est perçu, c'est reçu, cela m'a été raconté de multiples fois. Quand j'ai été faire des cours à Ouagadougou, on m'a rappelé la plaisanterie d'E. Macron ciblant le président du Burkina Faso (« Il est parti réparer la clim... »). « Aurait-il dit ça de Mme Merkel ? », me demandait mon collègue burkinabé.

PASCAL BONIFACE

La question écologique est centrale. C'est un des rares sujets où il peut y avoir encore une coopération, notamment entre Américains et Chinois. Mais les conflits font passer ce sujet à l'arrière-plan parce que la guerre ne respecte pas l'écologie et que les coopérations entre Russes et Occidentaux, entre Israéliens et autres sont désormais impossibles.

Par rapport au lien que vous avez fait avec le développement, tous les pays du Sud considèrent que l'argent que nous envoyons en Ukraine aurait dû leur être destiné, d'autant qu'une grande partie passe pour de l'aide au développement. Pour les pays du Sud cette aide que nous apportons aux Ukrainiens, parce qu'ils nous ressemblent, et que nous faisons passer pour une aide au développement, aurait dû leur revenir. Ils s'estiment deux fois punis : leur développement est ralenti et cette guerre augmente le prix de l'énergie et de l'alimentation. Ce qui permet aux Chinois, dans le cadre de leur duel avec les États-Unis (*The West versus the rest*), de dire aux pays du Sud global : si les Américains cessent de donner des armes à l'Ukraine la guerre s'arrête (ce que Trump dit lui-même). Ils proposent donc des plans de paix exigeant le cessez-le-feu avant toute négociation (c'est le plan indonésien, c'est le plan brésilien, c'est le plan africain et c'est le

plan chinois). Ils imputent la poursuite de la guerre aux États-Unis qui posent des préalables : il faut d'abord rendre tous les territoires, juger Poutine ... Qui va aller chercher Poutine à Moscou ? Qui va faire payer à la Russie les dégâts qu'elle a provoqués en Ukraine ?

L'agenda sur l'aide au développement nous fait aussi perdre de la crédibilité.

JEAN-PIERRE DUPORT

Dans la ligne de ce que vient de redire Pascal Boniface et de son intervention initiale je voudrais revenir sur la place de la France.

Je dois reconnaître que je m'interroge quelque peu quand je vois que nous avons une stratégie de départ du Mali, du Niger, du Burkina Faso, que l'influence de la Russie est de plus en plus prégnante, sans parler de celle de la Chine dont on sait que même si elle est discrète elle est extrêmement forte.

Quelle est la fenêtre de tir, sans appeler à la reconstitution d'une Françafrique, pour la France dans une stratégie vis-à-vis du Sud global ?

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

C'est le thème de notre prochain colloque<sup>9</sup>.

PASCAL BONIFACE.

En Afrique, on ne peut pas parler d'une stratégie de sortie, on nous met à la porte, ce qui est tout à fait différent ! Je ne nie pas que Wagner ait pu faire de la propagande contre nous mais nous Français aurions des choses assez simples à faire pour être mieux appréciés en Afrique : changer la politique de visas, par exemple, qui est une source de discrimination constante contre nous. Le président tchadien est rentré très content de Moscou où Poutine lui a promis le doublement

---

<sup>9</sup> *Quelle politique étrangère pour la France ?*, colloque organisé par la Fondation Res Publica, le 21 mars 2024. Avec des interventions de Thierry de Montbrial, Pierre Lellouche et Renaud Girard.

des visas étudiants pour les Tchadiens. Pendant ce temps des flux d'Africains francophones vont étudier ailleurs qu'en France. C'est se tirer une balle dans le pied.

Quand un parlementaire français lance à un autre : « Retourne en Afrique », ça s'entend ! Il en est de même de nos débats télévisés sur l'islam, sur les immigrés, sur les Africains... Il ne faut pas ensuite s'étonner si la France n'est plus le pays occidental le plus populaire dans les pays non-occidentaux qu'elle était au début de ce siècle.

JEAN DE GLINIASTY

Quand vous avez une image positive, tout est facilité. Cette image nous l'avions parce que la France était un pays à part. Nous n'étions pas dans le bloc occidental. Je me souviens d'un moment où même au Quai d'Orsay il était déconseillé d'écrire le mot « Occident ». Pour nous ça n'existait pas, nous étions ailleurs. Et c'est ainsi que nous étions perçus. Nous étions attachés à l'émancipation des peuples, à la décolonisation. Nous étions alliés des États-Unis mais nous savions dire non à un moment donné. Nous n'étions pas non plus les ennemis radicaux et idéologiques de la Russie, même soviétique à l'époque. Donc nous avions une image. Cette image était un effet démultiplicateur de l'influence française. Les opinions considéraient que la France était un pays différent. Même l'homme de la rue était plutôt content d'appartenir à l'aire d'influence ou de civilisation de la France. Tout ceci a disparu du fait d'un alignement, d'une normalisation, d'une banalisation de la position française sur tous les terrains internationaux. Et évidemment le Proche-Orient joue un rôle essentiel, notamment la question palestinienne.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

C'est sur ce constat, qui fait une excellente transition avec le prochain colloque, que nous allons clore nos débats.

Merci à tous.



## **PUBLICATIONS RÉCENTES**

### **L'AVENIR DE LA RELATION FRANCO-POLONAISE**

Colloque du mercredi 24 janvier 2024

### **QUEL AVENIR POUR L'EUROPE ?**

Séminaire du mardi 19 décembre 2023

### **LA FRANCE FACE AUX MUTATIONS DU TRAVAIL**

Colloque du mercredi 8 novembre 2023

### **LA JEUNESSE FRANÇAISE FACE AUX GRANDS DÉFIS DE LA NATION**

Colloque du mardi 26 septembre 2023

### **LA FRANCE ET SES ÉLITES**

Colloque du mardi 20 juin 2023

### **EUROPE, ÉTAT DE DROIT ET SOUVERAINETÉ NATIONALE**

Séminaire du lundi 15 mai 2023

### **L'AVENIR DE LA FILIÈRE NUCLÉAIRE FRANÇAISE**

Séminaire du mercredi 29 mars 2023

### **OÙ VA L'ITALIE ?**

Séminaire du mardi 21 mars 2023

### **QUEL AVENIR POUR LA DÉFENSE FRANÇAISE ?**

Colloque du lundi 13 mars 2023

### **LE DÉFI DU REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE**

Colloque du mardi 13 janvier 2023

### **LA RÉPUBLIQUE ET SES RÉGIONS**

Colloque du mardi 6 décembre 2022

**L'AVENIR DE LA LANGUE FRANÇAISE**

Colloque du mardi 15 novembre 2022

**TABLE RONDE AUTOUR DES IDÉES DE FRANCIS FUKUYAMA ET DE  
SAMUEL HUNTINGTON**

Séminaire du mardi 25 octobre 2022

**LA GUERRE D'UKRAINE ET L'ORDRE DU MONDE**

Colloque du mardi 27 septembre 2022

**LA RÉPUBLIQUE FACE À LA DÉCONSTRUCTION**

Colloque du mardi 8 mars 2022

**FRANCE-ALLEMAGNE : CONVERGENCES ET DIVERGENCES DES  
INTÉRÊTS FONDAMENTAUX À LONG TERME**

Colloque du mardi 15 février 2022

**LA DETTE**

Séminaire du jeudi 20 janvier 2022

**LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE DANS LES DEUX  
DERNIÈRES DÉCENNIES : BILAN ET PERSPECTIVES**

Colloque du mardi 7 décembre 2021

**ÉCOLOGIE ET PROGRÈS**

Colloque du mercredi 24 novembre 2021

**LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, UN ENJEU POUR DEMAIN**

Colloque du jeudi 21 octobre 2021

**QUELLES INSTITUTIONS POUR DEMAIN ?**

Colloque du mercredi 22 septembre 2021

**LA FORMATION DES PROFESSEURS DES ÉCOLES, UN ENJEU MAJEUR  
POUR LE XXI<sup>E</sup> SIÈCLE**

Colloque du mercredi 19 mai 2021

**COMMENT PENSER LA RECONQUÊTE DE NOTRE INDÉPENDANCE  
INDUSTRIELLE ET TECHNOLOGIQUE ?**

Colloque du mardi 13 avril 2021

**ÉTATS-UNIS : CRISE DE LA DÉMOCRATIE ET AVENIR DU  
« LEADERSHIP » AMÉRICAIN**

Colloque du mardi 9 mars 2021

**L'ALLEMAGNE ET LA CONSTRUCTION DE LA STABILITÉ EUROPÉENNE**

Colloque du mercredi 10 février 2021

**ENSEIGNER LA RÉPUBLIQUE**

Séminaire du mercredi 20 janvier 2021

**LA POLITIQUE DE RECHERCHE, ENJEU POUR L'AVENIR**

Colloque du jeudi 26 novembre 2020

**LA CHINE DANS LE MONDE**

Colloque du mardi 17 novembre 2020

**LE RETOUR DE L'ÉTAT, POURQUOI FAIRE ?**

Séminaire du mardi 6 octobre 2020

**DE L'ARRÊT DU TRIBUNAL CONSTITUTIONNEL DE KARLSRUHE DU  
5 MAI 2020 À LA RELANCE BUDGÉTAIRE ET MONÉTAIRE : LES CHEMINS  
D'UN LEADERSHIP EUROPÉEN ?**

Séminaire du mardi 22 septembre 2020

**L'AVENIR DE L'INDE, ENTRE INTÉRÊT NATIONAL ET ASPIRATIONS  
RÉGIONALES ET MONDIALES**

Séminaire du mercredi 9 septembre 2020

**ISLAMISME (ISLAM POLITIQUE) ET DÉMOCRATIE DANS LE MONDE  
MUSULMAN : QUELLE(S) GRILLE(S) DE LECTURE ?**

Colloque du mercredi 4 mars 2020



## NOTES, ÉTUDES ET ENTRETIENS :

### Parues récemment :

- **Arnaud Montebourg**, ancien ministre de l'Économie, du Redressement productif et du Numérique, « **Europe et souveraineté nationale : où en est-on, que faudrait-il faire ?** », note accompagnée de commentaires de **Marie-Françoise Bechtel** et de **Jean-Éric Schoettl**, avril 2024.
- **Alain Billecoq**, philosophe, ancien inspecteur de philosophie et professeur agrégé en classes terminales et préparatoires, auteur de nombreux ouvrages sur Spinoza, « **Laïcité et tolérance : en finir avec une équivoque** », janvier 2024.
- **Philippe Guittet**, ancien secrétaire général de SNPDEN-UNSA (2002-2009), « **Ré-instituer l'école de la République** », revue *Direction*, n°285, juillet 2023.
- Conversation entre **Marie-Françoise Bechtel** et **Stéphane Rozès**, à partir de son dernier ouvrage *Chaos. Essai sur l'imaginaire des peuples* (Le Cerfs, 2022), « **Réparer les imaginaires nationaux** », mai 2023.
- **Jean-Éric Schoettl**, conseiller d'État (h), secrétaire général du Conseil constitutionnel de 1997 à 2000, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **La souveraineté nationale à l'épreuve de la notion européenne d'État de droit** », version actualisée publiée en février 2022.
- **Benjamin Morel**, président du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **Enquête sur le rapport des Français à l'Histoire, à l'Armée et à l'Europe** », enquête du laboratoire d'études de l'opinion « Cluster 17 » réalisée en partenariat avec la Fondation Res Publica, novembre 2022.
- **Matthieu Lahaye**, spécialiste des questions éducatives et membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **Remettre l'École au cœur de la République** », mars 2022.
- **Alexey Rutkevich**, professeur de philosophie, directeur scientifique de la faculté des sciences humaines à l'École des hautes études en sciences humaines (HSE) de Moscou, « **Déconstruction, *cancel culture*, wokisme : entretien sur l'expansion géographique et civilisationnelle de la « *French Theory* »** », mars 2022.

## NOTES DE LECTURE :

### Parues récemment :

- « **La tentation de Mars : Guerre et Paix au XXI<sup>e</sup> siècle** », note de lecture de l'ouvrage de Ghassan Salamé, *La tentation de Mars : Guerre et Paix au XXI<sup>e</sup> siècle* (Fayard, 2024), par Thomas Brignol.
- « **La Corse, une autonomie en question** », note de lecture de l'ouvrage de Michel Vergé-Franceschi, *La Corse, une autonomie en question* (Passés composés, 2024), par Thomas Brignol.
- « **La défaite de l'Occident** », note de lecture de l'ouvrage d'Emmanuel Todd, *La défaite de l'Occident* (Gallimard, 2024) par Jean-Yves Autexier, vice-président de la Fondation Res Publica.
- « **De Gaulle, une vie : l'homme de personne, 1890-1944** », note de lecture de l'ouvrage de Jean-Luc Barré, *De Gaulle, une vie : l'homme de personne, 1890-1944* (Grasset, 2023), par Joachim Le Floch-Imad, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **La France est-elle finie ?** », note de lecture de l'ouvrage de Bertrand Badie, *Pour une approche subjective des relations internationales* (Odile Jacob, 2023), par Lucas Lusseau.
- « **L'ère de l'affirmation : répondre au défi de la désoccidentalisation** », note de lecture de l'ouvrage de Max-Erwan Gastineau, *L'ère de l'affirmation : répondre au défi de la désoccidentalisation* (Éditions du Cerf, 2023), par Jean-Yves Autexier.
- « **Jean-Claude Michéa persiste et signe** », note de lecture de l'ouvrage de Jean-Claude Michéa, *Extension du domaine du capital* (Albin Michel, 2023), par Marie-Françoise Bechtel, présidente de la Fondation Res Publica.
- « **Les intellectuels fondateurs de la République – Cinq études sur la pensée politique du XIX<sup>e</sup> siècle** », note de lecture de l'ouvrage de Sudhir Hazareesingh, *Les intellectuels fondateurs de la République – Cinq études sur la pensée politique du XIX<sup>e</sup> siècle* (Le Bord de l'eau, 2023), par Lucas Lusseau.
- « **Jean-Pierre Chevènement, du défi au pari** », note de lecture de l'ouvrage de Jean-Pierre Chevènement, *Refaire la France* (Bouquins, 2023), par Marie-Françoise Bechtel.



## SOUTENEZ LA FONDATION RES PUBLICA !

Pour nourrir sa réflexion et conduire sa mission d'irrigation du débat intellectuel et d'aide à la décision publique, la Fondation Res Publica a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Leur aide est particulièrement précieuse dans un contexte de réduction de l'aide que la Fondation perçoit de l'État, en raison de restrictions budgétaires de plus en plus fortes.

*La Fondation étant reconnue d'utilité publique par décret du 30 décembre 2005, les versements que vous lui accorderez-vous feront bénéficier d'un avantage fiscal conséquent.*

### **Pour les particuliers :**

Impôt sur le revenu (IR) : la loi de finances permet **une déduction de l'impôt sur le revenu de 66 % du montant de vos dons** dans la limite de 20 % du revenu imposable.

Dans le cas d'un don de 1000 euros, vous pouvez déduire 660 euros de votre impôt sur le revenu.

### **Pour les entreprises, les organismes et les associations :**

Impôt sur les sociétés (IS) : la loi de finances permet une déduction de vos dons de l'impôt sur les sociétés (ou IR pour les sociétés de personne), **à hauteur de 60 %**, dans la limite de 0,5 % du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans).

Dans le cas d'un don de 10 000 euros, vous pourrez déduire 6 000 euros d'impôt. Votre contribution aura réellement coûté 4 000 euros à votre entreprise.

Un don supérieur ou égal à 200 euros vous permettra par ailleurs de recevoir à votre adresse les « Cahiers » de la Fondation Res Publica.

Avec tous mes remerciements,

Jean-Pierre Chevènement

Contact : +33 (0)1 45 50 39 50 ; [fondationrespublica@gmail.com](mailto:fondationrespublica@gmail.com).



FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

 01.45.50.39.50

[fondationrespublica@gmail.com](mailto:fondationrespublica@gmail.com)

Achevé  
d'imprimer  
en juin 2024